



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente-troisième session

Rabat (Royaume du Maroc), 26-28 mars et 18-20 avril 2024

Ordre du jour provisoire annoté

Réunion des hauts fonctionnaires

26-28 mars 2024

I. Questions liminaires

- 1) Élection du président et des vice-présidents et nomination du rapporteur
- 2) Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

(Voir les points 3 à 19 de la réunion ministérielle, pages 4 à 7)

II. Questions relatives au Programme et au budget

20) Résultats de la FAO dans la région en 2022-2023

Le document «Résultats de la FAO dans la région en 2022-2023» vise à montrer que les travaux de la FAO constituent une base conceptuelle solide et offrent des moyens d'action permettant aux pays de la région d'obtenir des résultats, lesquels contribuent aux *quatre améliorations* et aux cibles des objectifs de développement durable relatives à l'alimentation et à l'agriculture. Plus particulièrement, il décrit les résultats obtenus dans la région au cours de l'exercice biennal 2022-2023, y compris les principaux points et les thèmes transversaux relevant du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO. Le document met également en évidence les nouvelles méthodes de travail, nouvelles modalités et nouveaux programmes de la FAO en vigueur pendant la période 2022-2023 et décrit les incidences que ceux-ci ont eu sur les travaux de la FAO dans la région.

21) Priorités de la FAO dans la région au regard du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO

Le document «Priorités de la FAO dans la région au regard du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO» présente l'**approche régionale adoptée en vue de la mise en œuvre du Cadre stratégique 2022-2031**, du Plan à moyen terme 2022-2025 et du Programme de travail et budget 2024-2025.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

22) Tirer parti de la science et de l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine

Ce document souligne le pouvoir de transformation de la science et de l'innovation dans l'agriculture. Il montre que les avancées technologiques, les pratiques agricoles climato-intelligentes et la transition numérique sont d'importants facteurs de productivité. Il met en lumière des avancées biotechnologiques et fait ressortir l'importance du renforcement des capacités et des cadres politiques propices. Les auteurs montrent que les innovations pourraient favoriser le commerce intra-africain et la compétitivité globale au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine et appellent à nouer des partenariats collaboratifs pour exploiter tout le potentiel de l'agriculture dans la région. Enfin, il y est préconisé d'adopter une approche prospective fondée sur la science et l'innovation afin de tirer vers le haut l'agriculture africaine.

23) Redécouvrir les aliments africains: promouvoir les aliments autochtones pour améliorer la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire

Le document «Redécouvrir les aliments africains: promouvoir les aliments autochtones pour améliorer la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire» met à l'honneur la richesse nutritionnelle et l'importance culturelle des aliments autochtones africains. Il souligne le rôle des espèces autochtones et des aliments issus des forêts dans la lutte contre la malnutrition, la préservation du patrimoine culturel, le renforcement des liens communautaires, l'utilisation durable de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture et la gestion durable et la restauration des ressources naturelles et des écosystèmes, ainsi que la résilience et l'adaptation face au changement climatique. Les auteurs se penchent sur les défis et les possibilités et plaident pour l'ajout de valeur, l'autonomisation des communautés et la mise en place de politiques porteuses. Ils appellent à mener une action collective visant à faire connaître les aliments autochtones, à promouvoir leur culture et à les intégrer dans l'alimentation de chacun, afin que ceux-ci contribuent à l'amélioration de la nutrition, à la santé des populations et de l'environnement et à la sécurité alimentaire sur tout le continent africain. Enfin, ils envisagent une renaissance des aliments africains qui fasse écho à la diversité et à la vitalité des traditions culinaires du continent.

24) Comment lutter contre les pertes et le gaspillage de nourriture

Ce document porte sur les enjeux multidimensionnels des pertes et du gaspillage de nourriture et met l'accent sur leurs conséquences environnementales, économiques et sociales. Les solutions technologiques, les cadres politiques et les campagnes pédagogiques y sont présentés comme les principaux piliers de la lutte contre les pertes et le gaspillage de nourriture. Le développement des infrastructures et les partenariats public-privé y sont considérés comme des composantes essentielles, tandis qu'il est souligné que le suivi et l'évaluation sont importants pour accomplir des progrès soutenus. Il est nécessaire de disposer de politiques, de stratégies, de directives et de cadres juridiques efficaces et de mécanismes de mise en œuvre clairs pour appuyer les initiatives de réduction des pertes et du gaspillage de nourriture et faire en sorte que le continent remplisse ses engagements régionaux et mondiaux dans ce domaine. Les auteurs de l'exposé appellent à adopter une approche globale et collaborative, qui fasse intervenir toutes les parties prenantes, afin de créer des systèmes agroalimentaires durables et efficaces qui limitent autant que possible les pertes et le gaspillage et contribuent, à terme, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique.

25) Présentation des rapport issus des consultations sous-régionales

Les consultations sous-régionales sont organisées chaque année. Les conclusions de ces réunions tenues en 2023, y compris les priorités, seront présentés à la Conférence régionale.

III. Questions relatives aux politiques et aux réglementation régionales et mondiales

26) Perspectives mondiales et régionales en matière de sécurité alimentaire

Le document «Perspectives mondiales et régionales en matière de sécurité alimentaire» porte sur la situation complexe de la sécurité alimentaire et aborde les tendances mondiales, les disparités régionales

et les effets du changement climatique. Il insiste sur le rôle que jouent les innovations technologiques, les politiques commerciales et les initiatives régionales dans l'évolution de la situation dans ce domaine. Les facteurs sociaux et économiques y sont considérés comme des éléments qui ont une influence cruciale et requièrent des stratégies globales et inclusives. La présentation contient des recommandations en matière de politiques et se termine par un appel à l'action, les auteurs exhortant à mener des efforts coordonnés pour parvenir à un avenir résilient et durable dans le secteur de l'alimentation en Afrique et au-delà. Dans l'ensemble, le document met en lumière le caractère interconnecté des enjeux mondiaux et régionaux en matière de sécurité alimentaire et la nécessité de mettre en place des solutions collaboratives.

27) Renforcer la résilience grâce à la transformation des systèmes agroalimentaires

Le document «Renforcer la résilience grâce à la transformation des systèmes agroalimentaires» porte sur la nécessité d'adapter de toute urgence les systèmes agroalimentaires dans un contexte de bouleversements climatiques, d'incertitudes sur les marchés et d'autres crises. Mettant l'accent spécifiquement sur l'Afrique, il définit 13 importants foyers de famine dans lesquels il est prévu que la sécurité alimentaire recule massivement en raison d'un éventail de facteurs tels que les conflits, les variations climatiques et l'instabilité économique. Ces problèmes ont de considérables incidences sur la sécurité alimentaire et aggravent les troubles sociaux et politiques, tout en perpétuant les cycles de la faim et des conflits.

Pour relever ces défis, le rapport propose un ensemble de stratégies axées sur l'agriculture climatique-intelligente, la diversification, l'amélioration des infrastructures et le renforcement des capacités. Il met en relief les approches intégrées qui englobent l'inclusion, la transition numérique et la gouvernance efficace. Compte tenu du rôle crucial de l'engagement communautaire et des partenariats, le rapport souligne qu'il est important d'agir collectivement pour renforcer la résilience. En outre, il préconise une approche globale, multirisques et intersectorielle qui soit axée sur la connaissance des vulnérabilités, le suivi des risques et la préparation aux crises, y compris les actions anticipatoires au sein des systèmes agroalimentaires. Le rapport montre que, si l'on veut s'attaquer efficacement aux crises et aux menaces qui pèsent sur les systèmes agroalimentaires, les partenariats entre diverses parties prenantes, que ce soient des gouvernements, des institutions des Nations Unies, des donateurs, le secteur privé ou les communautés locales, ont un rôle central. L'accent est donc mis sur la collaboration, les interventions fondées sur des données et l'inclusion, qui, dans le cadre d'une stratégie globale, permettraient de rendre les systèmes agroalimentaires africains plus forts et plus solides en ne laissant personne de côté.

28) Financer l'élimination de la faim, aujourd'hui et demain (ODD 2)

Le document «Financer l'élimination de la faim, aujourd'hui et demain (ODD 2)» porte sur un double défi: les crises alimentaires pressantes et l'objectif à long terme d'une sécurité alimentaire durable. Appelant à un financement d'urgence à court terme permettant d'apporter un secours immédiat, les rédacteurs du document insistent également sur le fait qu'il est nécessaire d'investir de manière soutenue dans l'agriculture durable, la technologie et l'innovation. Les partenariats public-privé, l'autonomisation des petits exploitants et le financement de la résilience face au changement climatique sont considérés comme des composantes critiques de la lutte contre la faim. La présentation se termine par un appel à une prise de décisions fondées sur des données et à un suivi et une évaluation efficaces afin de garantir le respect de l'obligation de rendre compte et le succès des initiatives de financement liées à la faim, ce qui contribuerait, en fin de compte, à la réalisation de l'ODD 2 en Afrique.

29) Réseau des bureaux de pays – État des lieux et voie à suivre: document de politique générale

L'efficacité de l'aide que la FAO prête aux pays en vue d'atteindre les cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dépend de la capacité de l'Organisation à utiliser au mieux les ressources disponibles et à obtenir les résultats escomptés à l'échelle du pays grâce à un réseau de bureaux décentralisés moderne et efficace, qui lui permette de répondre aux aspirations des pays quant à la concrétisation des ODD et de se conformer aux normes internationales en matière d'obligation de rendre compte, de contrôle interne et de gestion. Au cours des dernières années, les organes directeurs de la FAO, à commencer par les conférences régionales, ont fourni des orientations pour transformer le réseau des bureaux décentralisés, avec pour objectif d'accroître la souplesse et l'efficacité de l'utilisation des ressources humaines et financières de l'Organisation afin de mieux répondre aux attentes des

membres, sans alourdir les coûts ni nuire aux capacités techniques du siège. Ce document donne suite aux orientations formulées par les organes directeurs en vue de renforcer le travail de l'Organisation au niveau des pays et propose des mesures visant à remédier aux problèmes qui se posent actuellement, en hiérarchisant et en adaptant l'aide offerte en fonction des besoins spécifiques des pays.

IV. Autres questions

30) Date et lieu de la 34^e session de la Conférence régionale pour l'Afrique

31) Questions diverses

32) Adoption du rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires

Rédaction, examen et approbation du projet de rapport de la Conférence régionale, en vue de son examen et de son adoption lors de la réunion ministérielle.

Réunion ministérielle

18-20 avril 2024

3) Déclaration du Directeur général de la FAO

4) Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO

5) Déclaration de la Présidente de la 32^e session de la Conférence régionale pour l'Afrique

Dans son allocution, le Président de la 32^e session de la Conférence régionale pour l'Afrique donnera des informations sur son mandat et sur des questions intéressant la région Afrique.

6) Déclaration de la Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

Le Président du CSA donnera une vue d'ensemble des principales conclusions des dernières sessions du Comité.

7) Déclaration de la Commission de l'Union africaine

8) Déclaration du/de la porte-parole des organisations de la société civile

Dans sa déclaration, le/la porte-parole des organisations de la société civile résumera les résultats des consultations organisées en amont de la Conférence régionale.

9) Déclaration du/de la porte-parole du secteur privé

Dans sa déclaration, le/la porte-parole du secteur privé résumera les résultats des consultations organisées en amont de la Conférence régionale.

I. Tables rondes ministérielles

10) Analyse prospective: facteurs et déclencheurs de la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique

La présentation «Analyse prospective: facteurs et déclencheurs de la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique» est une étude proactive des principaux facteurs qui conditionnent l'avenir de l'agriculture sur le continent. Grâce à une analyse des technologies émergentes, des stratégies de résilience face au changement climatique, des dynamiques du marché et des influences culturelles, le document donne un aperçu des futurs plausibles des systèmes agroalimentaires. L'accent est mis sur le potentiel de transformation qui réside dans l'autonomisation des jeunes et des femmes et sur le rôle des politiques qui orientent efficacement un changement positif. La présentation se termine par des recommandations concrètes sur les politiques à mener, lesquelles offrent aux parties prenantes un fil conducteur pour orienter et exploiter les moteurs de la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique et garantir un avenir durable et résilient.

11) Transformation bleue en Afrique: le potentiel des produits alimentaires aquatiques

Le document «Transformation bleue en Afrique: le potentiel des produits alimentaires aquatiques» souligne le rôle central des ressources aquatiques dans la transformation du paysage économique et nutritionnel. En abordant les difficultés et en étudiant les possibilités, les auteurs soulignent l'importance des pratiques aquacoles durables, des innovations technologiques et des cadres de gouvernance solides. L'accent mis sur la sécurité alimentaire, le potentiel économique et l'autonomisation des communautés met en évidence le pouvoir de transformation de l'économie bleue. La présentation contient un appel à l'action au titre duquel les parties prenantes sont invitées expressément à mener des efforts collectifs pour tirer parti du potentiel des produits alimentaires aquatiques dans l'optique d'un avenir durable et prospère en Afrique et souligne l'importance de la gestion responsable des ressources et du

développement inclusif.

12) Transformation rurale inclusive en Afrique: mécanisation agricole, transition numérique, femmes et jeunes

Le document «Transformation rurale inclusive en Afrique: mécanisation agricole, transition numérique, femmes et jeunes» fait ressortir le pouvoir de transformation de la mécanisation et de la transition numérique dans l'agriculture. Le rôle crucial des femmes et des jeunes y est souligné et l'on y préconise d'adopter des politiques tenant compte des questions de genre et des stratégies de mobilisation des jeunes. La présentation aborde les difficultés et met en lumière des pratiques optimales. On y préconise ainsi l'adoption de solutions sur mesure et de cadres politiques porteurs. Les partenariats public-privé sont présentés comme des moteurs importants de la transformation rurale inclusive, qui favorisent en fin de compte l'autonomisation des communautés au moyen d'une approche globale. Le plan d'action contient des modèles et des stratégies reproductibles qui permettent, d'une part, de parvenir au développement durable et, d'autre part, de veiller à ne laisser personne de côté au cours du processus de transformation rurale inclusive en Afrique.

13) Décisions des conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et stratégies transversales de la FAO: défis et possibilités dans l'optique d'une mise en œuvre coordonnée dans la région Afrique

Le document «Décisions des conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et stratégies transversales de la FAO: défis et possibilités dans l'optique d'une mise en œuvre coordonnée dans la région Afrique» porte sur la convergence des objectifs dans les cadres internationaux. Prenant acte des difficultés, les auteurs étudient des possibilités de synergie, en mettant l'accent sur le fait qu'il est nécessaire d'intégrer les politiques, de renforcer les capacités et de mobiliser les communautés. La présentation met en relief le fait qu'il est important de s'appuyer sur les connaissances autochtones, des mécanismes de suivi solides et des stratégies financières pour faciliter l'action coordonnée. Avec un accent mis sur la voie à suivre, les nations, les organes internationaux et les parties prenantes sont appelées à agir collectivement pour mettre en œuvre efficacement les décisions et à veiller à adopter une approche harmonisée pour aborder le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et l'agriculture durable dans le contexte spécifique de la région Afrique.

14) Transformation des systèmes agroalimentaires dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral

Le document «Transformation des systèmes agroalimentaires dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral» montre qu'il est urgent de transformer les pratiques agricoles face à des défis sans précédent. L'exposé, qui présente la situation actuelle, les défis et les possibilités, vise à mettre en lumière des solutions durables conçues spécialement pour ces régions. L'accent est mis sur les innovations technologiques, la participation des communautés et l'efficacité de la gouvernance, qui sont les catalyseurs d'un changement positif. La présentation tient compte du rôle central des cadres politiques porteurs et de la collaboration internationale et donne une idée, selon un point de vue global, des étapes concrètes et de la feuille de route collaborative qui pourraient être suivies pour transformer les systèmes agroalimentaires et favoriser la résilience dans les régions ciblées.

II. Manifestation spéciale

15) Stratégie de développement de l'élevage en Afrique

La stratégie de développement de l'élevage en Afrique (avec la collaboration du Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine) vise à transformer le secteur de l'élevage sur le continent afin de faire en sorte que celui-ci contribue de manière résiliente et durable à la sécurité alimentaire et la croissance économique. Axée sur l'adoption de technologies, la stratégie met en avant la nécessité d'améliorer la productivité, de s'attaquer aux défis sanitaires et de faciliter l'accès au marché. Elle

consiste à veiller à ce que, grâce à des investissements dans le renforcement des capacités, les agriculteurs disposent des connaissances et des compétences nécessaires à une bonne gestion de l'élevage. Les pratiques de pâturage durables, associées à des approches climato-intelligentes, en sont une composante essentielle qui favorise la gestion responsable de l'environnement. La stratégie préconise d'adopter des politiques porteuses, d'apporter des améliorations réglementaires et de nouer des partenariats stratégiques public-privé pour créer un environnement favorable. Grâce à un système de suivi et d'évaluation clairement défini, les progrès accomplis dans la mise en œuvre seront examinés, ce qui permettra de garantir la transparence du processus de développement du secteur de l'élevage et son amélioration continue.

III. Table ronde ministérielle

16) Financer des systèmes agroalimentaires résilients et une transformation rurale inclusive: intensifier les investissements du secteur public et du secteur privé

L'exposé intitulé «Financer des systèmes agroalimentaires résilients et une transformation rurale inclusive: intensifier les investissements du secteur public et du secteur privé» souligne que le financement joue un rôle crucial dans la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et inclusifs en Afrique. Le document, qui présente des possibilités d'investissement, des modèles de financement mixte et des instruments financiers inclusifs, met en exergue l'importance des efforts collaboratifs du secteur public et du secteur privé. Les études de cas et les exemples de réussites qui y sont présentés montrent concrètement les effets positifs de tels investissements. La présentation se termine par une feuille de route consacrée au financement durable qui contient des mesures concrètes permettant de créer un environnement favorable à la résilience et l'inclusion dans les systèmes agroalimentaires d'Afrique. L'axe principal consiste à jeter des bases solides en vue d'un développement durable et à long terme, au moyen d'investissements et de partenariats stratégiques.

IV. Manifestations spéciales

17) Mise en commun de l'expérience des membres concernant les *quatre améliorations* et des initiatives

Lors de cette séance, les membres mettront en commun leur expérience sur les initiatives qui visent à améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, en ne laissant personne de côté. Cette séance sera animée par un modérateur de manière à favoriser la participation et les interactions. Les membres et les parties prenantes partageront des récits saisissants sur les meilleures pratiques et les exemples de réussite à même de façonner et de transformer les systèmes agroalimentaires. Cette séance interactive vise à mettre en lumière différentes pratiques optimales qui pourraient servir aux membres dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour transformer les systèmes agroalimentaires et atteindre les ODD.

18) Dialogue du Forum de l'investissement régional de l'initiative Main dans la main avec les partenaires

L'objectif du dialogue du Forum de l'investissement régional de l'initiative Main dans la main avec les partenaires est de catalyser la croissance économique en Afrique au moyen de la mobilisation du secteur privé et de partenariats stratégiques. Axé sur les principaux secteurs et les principales possibilités d'investissement, le forum sera l'occasion d'examiner des politiques publiques, de mettre en lumière des collaborations fructueuses et de présenter des études de cas afin de mettre en lumière des idées pouvant être mises en pratique. Le but de l'initiative, qui favorise le dialogue entre les parties prenantes du secteur privé et du secteur public, consiste à tirer parti des atouts de chaque secteur pour relever les défis et faire avancer le développement durable. Le forum offre aux participants une plateforme qui leur permettra de débattre activement, de mettre en commun leur expérience et de contribuer collectivement à la transformation économique de la région. Face aux difficultés, l'accent est mis sur l'atténuation des risques au moyen de stratégies novatrices et des enseignements tirés de modèles ayant fait leurs preuves. Le Forum de l'investissement est un événement important dans le cadre de l'engagement actuel en faveur de l'initiative Main dans la main, car il favorise l'adoption d'une approche collaborative pour

transformer l'avenir du paysage économique de l'Afrique.

V. Séance plénière

19) Adoption du rapport de la Conférence régionale

Le projet de rapport de la Conférence régionale, qui aura été élaboré, révisé et adopté lors de la réunion des hauts fonctionnaires, sera présenté à la Conférence régionale pour examen et approbation. En outre, une déclaration ministérielle sera présentée, pour examen et adoption.

Clôture de la Conférence régionale